



RAPPORT 2015 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Transformer l'économie rurale

APERÇU GÉNÉRAL



RAPPORT 2015 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Transformer l'économie rurale

APERÇU



NATIONS UNIES

New York et Genève, 2015

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le terme «dollar» désigne ici le dollar des États-Unis.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote et qu'un exemplaire de l'ouvrage où apparaît l'extrait soit communiqué au secrétariat de la CNUCED.

L'aperçu général est également publié dans le *Rapport 2015 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD/LDC/2015, numéro de vente: F.15.II.D.7).

UNCTAD/LDC/2015 (Overview)

L'aperçu général est aussi disponible sur Internet, dans les six langues officielles de l'ONU, à l'adresse suivante: www.unctad.org/ldcr

Tendances récentes et perspectives des PMA

La croissance économique des pays les moins avancés (PMA) a ralenti depuis 2012, année où, grâce aux résultats remarquables des pays exportateurs de combustibles, le produit intérieur brut (PIB) réel des PMA a augmenté de 7,2 %, taux record depuis la crise financière. En 2014, des conditions extérieures moins favorables – auxquelles se sont ajoutées les retombées de l'épidémie de fièvre Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone – ont contribué à grever encore davantage leur économie. Cette année-là, le taux de croissance moyen a été de 5,5 % pour les PMA considérés dans leur ensemble et a très peu varié d'un groupe géographique à l'autre. Ce taux était inférieur à celui de 2013 (6,1 %) et bien en deçà de la moyenne enregistrée pour la période 2002-2008 (7,4 %), mais il était sensiblement plus élevé que celui des autres pays en développement (4,4 %).

Collectivement, les PMA ont enregistré en 2014 un déficit courant record de 49,4 milliards de dollars, supérieur de 40 % à celui de 2013 et de 87 % à celui de 2012, cette hausse trouvant principalement son origine dans le groupe formé par les PMA africains et Haïti. Le déficit du commerce des marchandises a presque triplé pour atteindre 33,6 milliards de dollars en 2014, la valeur des importations ayant augmenté de 20 milliards de dollars tandis que ceux des exportations a baissé de 1,9 milliard de dollars.

Dans les PMA considérés dans leur ensemble, la formation brute de capital fixe (FBCF) a augmenté pour s'établir à 26,3 % du PIB en 2013, pourcentage non seulement plus élevé que celui de 2012 et que la moyenne pour la période 2002-2008, mais surtout légèrement supérieur au seuil de 25 % réputé nécessaire pour soutenir une croissance à long terme. Les PMA insulaires n'ont toutefois pas encore entièrement regagné le terrain perdu depuis la légère baisse subie en 2012, la FBCF s'établissant à 20,3 %, bien en dessous du seuil de 25 % (mais là aussi bien au-dessus de la moyenne pour la période 2002-2008). Dans l'ensemble, le taux d'épargne est resté stable à 19 % du PIB, la diminution enregistrée dans les PMA africains et Haïti ayant été contrebalancée par une hausse dans les PMA asiatiques et les PMA insulaires. L'écart entre l'épargne et l'investissement représentait un déficit de ressources de 7,2 % du PIB, indiquant que la dépendance à l'égard des ressources extérieures se poursuivait.

Ce déficit de ressources a été financé par une combinaison de sources publiques (principalement l'aide publique au développement (APD)) et de sources

privées (principalement les envois de fonds des migrants et l'investissement étranger direct (IED)). Les apports d'APD ont augmenté de 2 % pour atteindre 44,2 milliards de dollars en 2013, soit 93 % des flux de capitaux publics, mais on estime que la valeur réelle des apports d'APD bilatérale a diminué de 16 % en 2014. Les envois de fonds quant à eux ont augmenté de 7,1 % pour s'établir à 35,8 milliards de dollars en 2014, une hausse ayant été constatée dans les trois groupes géographiques. L'IED a progressé de 4,1 %, se chiffrant à 23,2 milliards de dollars. Si les entrées d'IED ont augmenté de 1 milliard de dollars dans les PMA africains et Haïti, compensant pour moitié la baisse de 2013, elles ont un peu diminué dans les PMA asiatiques et poursuivi leur chute dans les PMA insulaires, où elles ont reculé de 31 % pour représenter moins d'un cinquième de leur niveau de 2010.

En 2015, le ralentissement économique devrait se poursuivre dans les pays en développement, en partie en raison de nouvelles baisses des prix des produits de base, tandis que les résultats économiques devraient s'améliorer dans les pays développés. Ainsi, la croissance de l'ensemble des PMA devrait s'établir à 5,2 % en 2015, le ralentissement amorcé en 2012 se poursuivant, mais elle resterait supérieure à celle prévue pour l'ensemble des pays en développement (4,4 %).

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'impératif du développement rural

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 marque une réorientation du modèle de développement puisqu'il a permis de définir pour la première fois une série d'objectifs universels, arrêtés d'un commun accord, en faveur d'un développement mondial équitable et durable. Il est en outre guidé par de plus hautes ambitions qui requièrent une approche nouvelle et différente du développement et des politiques en la matière, particulièrement dans les PMA.

Si le cadre actuel des droits de l'homme comporte également une dimension internationale, c'est aux États qu'il confie la «réalisation progressive» des droits économiques et sociaux, et ce, à partir des moyens dont ils disposent. Les objectifs de développement durable (ODD) présentent deux différences fondamentales par rapport à ce cadre. Premièrement, ils indiquent que la communauté internationale reconnaît que l'exercice effectif des droits

économiques et sociaux incombe collectivement à la population mondiale et, deuxièmement, ils fixent une date pour la réalisation de ces droits (2030). Ces deux nouvelles orientations sont interdépendantes car la responsabilité collective donne aux pays les moyens de pallier leur pénurie de ressources dans le délai fixé.

Le caractère absolu des ODD – qui visent à éliminer les déficits de développement humain plutôt qu'à simplement les réduire – a des conséquences cruciales. D'abord, il exige de fortement accélérer le rythme des progrès réalisés: alors que, d'après des estimations récentes, le «plancher mondial de consommation» (en principe, la consommation par personne du ménage le plus pauvre) stagne depuis vingt à trente ans, il devrait doubler au cours des quinze prochaines années pour que la pauvreté soit éliminée. Ensuite, ce caractère absolu exige un recentrage radical sur les pays ayant les plus grands besoins, c'est-à-dire les PMA, puisque c'est là que la pauvreté est systématiquement la plus présente et qu'elle recule le plus lentement, et que les obstacles à surmonter sont les plus importants. En deux mots, ce sont ces pays qui détermineront la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Comme la majorité de la population des PMA vit et travaille en zone rurale, le développement de ces zones est le premier moteur de la réduction de la pauvreté dans ces pays et il y joue un rôle essentiel dans la réalisation des ODD. Cela ne veut toutefois pas dire que le développement urbain peut être laissé de côté. L'un et l'autre sont assurément nécessaires au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, et les rapports avec les zones urbaines sont un facteur déterminant, même pour les zones rurales. Bien des ménages ruraux ne sauraient se passer des marchés urbains ou des envois de fonds de travailleurs ayant migré vers une ville. De la même manière, l'exode rural est un facteur important pour les zones urbaines car, d'une part, il met un bassin de main-d'œuvre au service du développement industriel mais, d'autre part – s'il résulte de l'effondrement de l'économie rurale –, il alimente une urbanisation insoutenable, aggrave la pauvreté urbaine et exacerbe la pression sur les infrastructures sociales.

Mais les villes ne peuvent perpétuellement tirer la croissance économique. Au-delà d'un certain rythme, elles ne peuvent non plus garantir une croissance urbaine durable; le taux d'emploi maximal du secteur manufacturier (la part maximale de ce dernier dans l'emploi total au cours de la transformation structurelle) est en baisse, même dans les pays en développement dont le bilan est le plus positif. De plus, les industries extractives créent peu d'emplois. Plus que jamais, les économies nationales sont tributaires d'un

développement rural et urbain équilibré, qui soit propre à tirer vers le haut les revenus les plus faibles dans les zones rurales et urbaines, et d'un exode rural motivé par le choix plutôt que par la nécessité.

Les zones rurales diffèrent grandement d'un PMA à l'autre, surtout en fonction de leur proximité avec les zones urbaines (ainsi que de la taille, des caractéristiques et de l'accessibilité de la ville la plus proche), facteur déterminant des possibilités et des capacités de développement rural. Alors que les marchés urbains sont aisément accessibles depuis les zones périurbaines et, dans une moindre mesure, depuis les zones intermédiaires, ils le sont plus difficilement depuis les zones éloignées et isolées – particulièrement dans les PMA dont les infrastructures de transport sont limitées. À mesure que les infrastructures s'amélioreront – élément indispensable à la réalisation des ODD – l'économie des zones rurales plus éloignées s'ouvrira: il sera alors crucial, pour mener à bien le développement rural, de faire en sorte que cette économie puisse résister au choc et tirer parti des possibilités qui accompagneront cette ouverture.

Le développement rural revêt une importance particulière pour les PMA. Premièrement, plus des deux tiers de la population vivent dans des zones rurales, et il n'y a que six PMA où cette proportion est inférieure à 50 %. Cette situation ne devrait pas beaucoup évoluer d'ici à 2030: la croissance de la population rurale restera beaucoup plus rapide, et la proportion de la population vivant en milieu rural restera beaucoup plus élevée que dans les autres pays en développement pendant la période visée par les ODD (2015-2030).

Deuxièmement, l'agriculture joue un rôle crucial dans tous les PMA, où elle représente 60 % de l'emploi total et 25 % de la valeur ajoutée. Elle est aussi une source majeure de recettes d'exportation, sauf dans les PMA spécialisés dans l'exportation de combustibles et de produits manufacturés et dans certains PMA spécialisés dans l'exportation de minéraux. Les denrées alimentaires représentent 18 % des importations des PMA, et le déficit commercial du secteur alimentaire s'y est creusé de façon spectaculaire, passant de 2 milliards de dollars pendant la période 1995-1997 à 21,8 milliards de dollars pendant la période 2011-2013, en bonne partie à cause des déficits croissants des pays exportateurs de combustibles et d'articles manufacturés.

Troisièmement, les déficits de développement humain sont bien plus considérables dans les zones rurales. En général, la proportion des personnes vivant sous le seuil de pauvreté national y est environ deux fois plus élevée que dans les zones urbaines, et l'écart moyen entre les revenus et le seuil de

pauvreté y est supérieur d'environ 20 %. Dans la plupart des PMA, l'élimination de la pauvreté rurale sera rendue encore plus difficile par la croissance rapide de la population active que les zones rurales devraient connaître au cours des quinze prochaines années. L'agriculture a un rôle particulièrement important à jouer, à la fois en tant que principal moteur de la réduction de la pauvreté au niveau national et en tant que source de denrées de base et d'autres aliments.

De façon générale, dans les PMA, les personnes vivant en zone rurale sont 50 % plus susceptibles de ne pas avoir accès à des services d'assainissement ou de ne pas faire d'études secondaires, tandis qu'elles risquent deux fois plus de ne pas avoir accès à l'électricité ou de ne pas fréquenter l'école primaire et plus de quatre fois plus de ne pas avoir accès à l'eau potable. Pour que les ODD soient atteints, il faudrait que le taux de scolarisation primaire des enfants des zones rurales augmente de 45 % et que leur taux de scolarisation secondaire soit multiplié par quatre. Il faudrait en outre accroître de 70 % l'accès à une source d'eau améliorée et de 250 % celui aux services d'assainissement, tout en multipliant par 10 l'accès à l'électricité. Pour ce faire, il faudrait que les investissements d'infrastructure montent en flèche dans les zones rurales: l'accès à l'eau, à l'électricité et aux services d'assainissement devrait progresser plus de deux fois, quatre fois et six fois plus vite, respectivement, que durant la période 2011-2012.

La transformation structurelle jouera un rôle central dans l'élimination de la pauvreté rurale. Des transferts de revenus aux derniers ménages pauvres seront certes nécessaires, mais ils ne sauraient constituer le principal moteur de la lutte contre la pauvreté, étant donné l'ampleur du problème dans la plupart des PMA et les difficultés logistiques à surmonter. Il faudra accroître les revenus de l'activité économique, ce qui ne sera économiquement viable que si la productivité s'améliore. Pour ce faire, il faudra à la fois augmenter la productivité de chaque secteur et réorienter les facteurs de production vers les activités et secteurs plus productifs.

L'élimination durable de la pauvreté dans les PMA nécessite un certain type de **transformation structurelle axée sur la lutte contre la pauvreté** (poverty-oriented structural transformation-POST), qui doit en même temps viser les objectifs ci-après:

- Améliorer la productivité globale du travail, pour poser les fondements d'un processus de développement durable;
- Ouvrir des possibilités d'activités productives à l'ensemble de la population active;

- Porter les niveaux minimaux de productivité du travail à un niveau suffisant pour générer un revenu supérieur au seuil de pauvreté, même dans les ménages où la proportion d'inactifs est la plus forte; et
- Veiller à ce que les gains de productivité se répercutent entièrement sur le revenu des ménages.

Idéalement, cette transformation devrait aussi permettre d'élargir suffisamment la base d'imposition pour que les recettes publiques couvrent les dépenses sociales renouvelables nécessaires à la réalisation des ODD ainsi que les dépenses associées à une gouvernance et à une politique économique et sociale efficaces, sans que la charge fiscale ne fasse passer les ménages les plus pauvres sous le seuil de pauvreté.

En plus de redéfinir les objectifs des stratégies de développement, les ODD – à supposer qu'ils soient accompagnés, au moins en partie, par des mesures nationales et internationales appropriées – modifient profondément le contexte dans lequel ils seront mis en œuvre, particulièrement dans les zones rurales. L'accroissement considérable des investissements d'infrastructure exigé par les ODD aura des conséquences de taille sur la disponibilité des infrastructures et des facteurs de production indispensables à la production. Si ces investissements privilégient les méthodes de construction et d'entretien à forte intensité de main-d'œuvre et l'approvisionnement local en intrants destinés à des travaux publics, on peut s'attendre à ce qu'ils fassent augmenter de façon appréciable la demande de main-d'œuvre, d'intrants d'origine locale (par exemple les matériaux de construction) et de services locaux. De plus, le fait d'accélérer la réduction de la pauvreté permettra de doper la demande des produits que les ménages pauvres sont susceptibles d'acheter à mesure que leurs revenus augmenteront, notamment les denrées de base et les aliments à plus forte valeur (légumes, huiles végétales, fruits, viandes et poissons), ainsi que la demande de biens ménagers et de services domestiques essentiels.

Pour réussir à transformer l'économie rurale et, par conséquent, à éliminer durablement la pauvreté, il sera nécessaire d'employer des stratégies de développement permettant de tirer le meilleur parti des possibilités apportées par le nouveau contexte qui est celui de l'après-2015.

Il est essentiel, pour y parvenir, d'exploiter les synergies entre la modernisation de l'agriculture et la diversification de l'économie rurale, grâce au développement des activités rurales non agricoles. D'une part, la croissance de l'agriculture stimule la demande de biens et de services non agricoles

et, d'autre part, les revenus produits par le développement du secteur non agricole stimulent la demande d'aliments à plus forte valeur. Ce cercle vertueux a un effet multiplicateur sur l'économie locale (généralement de l'ordre de 1,6 à 1,8 en Asie et de l'ordre de 1,3 à 1,5 en Afrique subsaharienne). De la même manière, l'accroissement des revenus dans chaque secteur crée des ressources qui peuvent à leur tour être investies, ce qui est essentiel lorsque le crédit est inaccessible ou inabordable, et l'économie non agricole offre de nouvelles sources de revenus aux travailleurs ruraux dont les emplois sont supprimés par suite de l'amélioration de la productivité agricole. Le développement de la transformation des produits agricoles est également susceptible d'accroître les revenus agricoles, en améliorant l'échangeabilité de ces produits, et de générer des revenus non agricoles.

Ce qu'il faut, c'est passer d'un processus motivé par des facteurs contraignants – liés à la nécessité absolue de maintenir un niveau suffisant de consommation – à un processus motivé par des facteurs attractifs – associés aux nouvelles activités non agricoles économiquement avantageuses. Les facteurs contraignants entraînent la multiplication du nombre de fournisseurs dans des activités qui se caractérisent par des obstacles à l'entrée très faibles (besoins très réduits de capitaux, de formation, de compétences, etc.) et qui sont généralement peu rémunératrices et peu productives. L'offre excédentaire qui en résulte érode encore davantage les revenus. Un développement rural efficace réduit les pressions induites par les facteurs contraignants, car il augmente les revenus agricoles, tout en créant des sources plus productives de revenus non agricoles grâce à l'établissement d'entreprises non agricoles viables.

Productivité agricole: faits nouveaux, facteurs déterminants et incidences

La productivité agricole est essentielle tant au bien-être de la population des PMA qu'à la transformation structurelle de leur économie: elle joue un rôle crucial dans la transformation économique des zones rurales ainsi que dans le développement et le renforcement de l'économie rurale non agricole. L'amélioration de la productivité agricole tend à faire baisser les prix des denrées alimentaires et, partant, à accroître les revenus réels dans les zones aussi bien rurales qu'urbaines; empêche que les termes de l'échange ne nuisent aux activités urbaines (obstacle potentiel à la transformation structurelle); et renforce la sécurité alimentaire en améliorant et en stabilisant les disponibilités alimentaires.

Dans le cadre d'une transformation structurelle classique, l'amélioration de la productivité agricole libère des ressources humaines et des capitaux qui peuvent ensuite être utilisés dans d'autres secteurs (en principe plus productifs), tout en créant des excédents agricoles qui relancent la demande intérieure de biens et de services industriels, stimulant ainsi la croissance de l'offre. Elle augmente donc la productivité d'autres secteurs et, partant, accélère le développement.

La productivité du travail agricole est beaucoup plus faible dans les PMA que dans les autres pays en développement et les pays développés, et elle y progresse plus lentement, de sorte que l'écart de la productivité du travail se creuse au niveau international. Depuis 1991, la valeur ajoutée agricole par travailleur a augmenté de 2,2 % par an dans les PMA, contre 4,2 % dans les autres pays en développement et 3,9 % dans les pays développés. Pendant la période 2011-2013, la productivité du travail agricole des PMA représentait 19 % de celle des autres pays en développement et 1,8 % de celle des pays développés, écart beaucoup plus large que dans le secteur industriel et le secteur des services. Comme la main-d'œuvre des PMA se concentre dans le secteur agricole, cet écart de productivité considérable est la cause première de l'écart de revenus entre les PMA et ces autres groupes de pays.

Dans le groupe formé par les PMA africains et Haïti, la productivité du travail agricole a reculé pendant les années 1980 et 1990, avant de progresser assez lentement à partir de 2000 (d'à peine plus de 1 % par an). Cela s'explique en grande partie par le fait que leurs dépenses de recherche-développement (R-D) agricole ont diminué puis stagné et que les politiques (notamment monétaires et commerciales) adoptées étaient défavorables à l'agriculture. Dans les PMA asiatiques, en revanche, la productivité a commencé à croître plus tôt, soit pendant les années 1990, et augmente vigoureusement depuis 2000 (de 3,5 % par an, soit plus que la moyenne enregistrée pour l'ensemble des autres pays en développement). Ces bons résultats sont la conséquence d'investissements plus importants en faveur de la R-D et de politiques plus favorables. Au cours de la dernière décennie, la productivité du travail agricole des PMA asiatiques a dépassé celle des PMA africains et celle des PMA insulaires.

La production par travailleur peut se décomposer en deux éléments: la productivité (rendement) des terres et le rapport terres/main-d'œuvre. Dans les PMA, les rendements ont davantage augmenté que la productivité du travail mais n'ont pas connu une croissance aussi robuste que dans les autres pays en développement depuis les années 1980, représentant 38 % du rendement moyen de ceux-ci sur la période 2010-2012. Parmi les PMA,

c'est en Asie que le rendement a progressé le plus vite, ayant plus que doublé depuis 1980 et étant aujourd'hui supérieur de 17 % à celui des autres pays en développement. Les résultats des PMA africains et Haïti ont été moins bons et plus variables d'un pays à l'autre. Particulièrement médiocres pendant les années 1990, ils ont commencé à s'améliorer quelque peu depuis le tournant du siècle.

La hausse de la production agricole observée dans les PMA depuis le début des années 1980 s'explique en partie par l'agrandissement de la surface cultivée, en particulier dans les PMA africains et Haïti et dans les PMA insulaires, cette superficie ayant moins augmenté dans les PMA asiatiques (à peu près dans la même mesure que dans les autres pays en développement asiatiques). En général, c'est dans les PMA asiatiques que le rapport terres/main-d'œuvre est le plus faible, mais c'est dans les PMA africains et Haïti qu'il diminue le plus rapidement.

Ces évolutions ont eu un impact négatif sur le bien-être de la population et ont freiné la réduction de la pauvreté.

De même, la croissance de productivité totale des facteurs est traditionnellement bien plus faible dans les PMA considérés dans leur ensemble que dans les autres groupes de pays. Elle a stagné des années 1960 aux années 1980, avant de reprendre pendant les années 1990 et d'augmenter à un rythme un peu plus soutenu à partir de 2000. Les PMA asiatiques ont obtenu de meilleurs résultats que tous les autres grands groupes de pays depuis 2000. Dans les PMA africains et Haïti, cependant, la productivité totale des facteurs agricoles est restée pratiquement inchangée entre les 1960 et 2000, et a progressé moins rapidement que dans les autres groupes de pays par la suite. Dans les PMA insulaires, elle a augmenté très lentement depuis les années 1960.

C'est dans les pays exportateurs d'articles manufacturés et les pays exportateurs mixtes que la productivité du travail agricole et les rendements ont connu la croissance la plus forte, ce qui indique qu'en général, plus la transformation structurelle et la diversification économique sont poussées plus la productivité agricole s'améliore. Ce constat vient confirmer le lien entre progrès agricoles et développement économique global, ainsi que la complémentarité du développement de l'agriculture et du développement des autres secteurs de production.

Les principaux facteurs susceptibles de stimuler ou d'entraver la croissance de la productivité agricole dans les PMA sont les suivants: la quantité des facteurs de production; les technologies, le capital humain et la qualité des

intrants; l'investissement et les politiques des pouvoirs publics; les conditions agroécologiques et les changements climatiques; et la diversification de l'économie rurale.

La **quantité des facteurs** de production (terres, main-d'œuvre, intrants et capital physique) joue un rôle décisif dans les pays qui en sont aux premières phases du développement agricole. Dans les PMA, l'agriculture se caractérise en général par une très forte intensité de main-d'œuvre, l'utilisation de beaucoup de terres et le recours très limité à d'autres facteurs de production, du fait de la faiblesse des revenus, de l'insuffisance de l'approvisionnement en eau et de la pénurie de devises. La quantité totale d'engrais chimiques par hectare ne correspond qu'à 10 % de celle qui est employée dans les autres pays en développement et qu'à 15 % de celle qui est utilisée dans les pays développés. La mécanisation est également limitée, de même que l'irrigation, sauf dans les PMA asiatiques, où l'utilisation d'engrais et de machines est également plus répandue.

Les **technologies** influent sur l'adaptation des variétés végétales et animales aux conditions agroécologiques locales, la qualité des intrants, le choix des techniques de culture et d'élevage, le rendement des variétés, etc. Bien que l'investissement public dans la R-D agricole soit très rentable, les PMA n'ont généralement guère pris d'engagements en la matière, d'où des dépenses publiques limitées et instables. Les pratiques agricoles étant beaucoup plus variées dans les PMA africains que dans les PMA asiatiques, il est encore plus difficile d'y mener des activités de R-D qui soient adaptées aux conditions agroécologiques spécifiques.

Comme les innovations ne se répandent ni automatiquement ni rapidement parmi les producteurs, les **services de vulgarisation agricole** sont un chaînon essentiel entre l'apparition des innovations issues de la R-D et leur adoption par les exploitants. La pauvreté est un autre obstacle à l'adoption de nouvelles technologies agricoles, tout particulièrement dans les PMA.

Le **capital humain** joue un rôle majeur dans l'adoption des technologies, car il influe sur l'utilisation et la sélection des intrants par les agriculteurs. La formation contribue à la diffusion et à l'assimilation de l'information, ainsi qu'à l'apprentissage, à la maîtrise et à la mise en application des technologies.

On reconnaît de plus en plus l'importance des **politiques publiques** pour la productivité agricole, s'agissant des dépenses de R-D, des services de vulgarisation et de formation, des investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles (institutionnelles) et des interventions sectorielles.

L'investissement public dans les infrastructures matérielles et immatérielles est une condition sine qua non de l'investissement privé dans l'agriculture, tandis que les restrictions au développement des marchés financiers peuvent représenter un obstacle important.

À long terme, la productivité des sols pâtit du sous-investissement dans la mise en valeur des terres qui résulte des faibles revenus et du développement limité des marchés financiers, d'où une détérioration progressive de la qualité des terres. Les **changements climatiques** devraient aggraver cette tendance, de sorte que les rendements céréaliers devraient chuter de 18 % dans les pays à faible revenu entre 2000 et 2050. Cette évolution se traduirait dans les PMA par une variation de la production agricole totale comprise entre -40 % et +5 %, avec des effets beaucoup plus prononcés dans les PMA africains que dans les PMA asiatiques, et réduirait sans doute la productivité.

La **diversification de l'économie rurale** joue également un rôle important de moteur et de catalyseur dans la croissance de la productivité et la modernisation de l'agriculture. L'accroissement des revenus non agricoles génère des ressources supplémentaires pour les investissements agricoles et l'amélioration des technologies, et stimule la demande de produits agricoles; en outre, le développement des activités non agricoles contribue à accroître la disponibilité des intrants et des services essentiels au secteur agricole. Il est crucial de renforcer la coordination verticale pour que les agriculteurs puissent obtenir en temps opportun des intrants utiles à leur productivité et les producteurs agro-industriels, des matières premières agricoles de qualité.

La transformation structurelle de l'économie rurale au service d'une élimination durable de la pauvreté

S'il est vrai que l'agriculture constitue la principale source de revenus des ménages ruraux, la plupart d'entre eux exercent également diverses autres activités économiques, et ce, pour des raisons qui varient considérablement d'un ménage à l'autre. Les ménages mieux nantis deviennent souvent entrepreneurs par choix, tirant parti des occasions qui se présentent pour accroître leurs revenus, alors que les ménages plus pauvres le deviennent en général par nécessité, incités à augmenter leurs revenus pour maintenir un niveau minimal de consommation ou à diversifier leurs sources de revenus afin de se protéger des aléas de l'agriculture.

Dans le secteur agricole, la demande de travailleurs salariés se limite presque toujours aux activités saisonnières ou occasionnelles et les salaires sont faibles, tirés vers le bas par l'offre excédentaire de main-d'œuvre résultant des pressions induites par les facteurs d'incitation susmentionnés. Par conséquent, les revenus provenant d'une activité rurale non agricole y sont, dans la plupart des cas, supérieurs à ceux tirés d'un emploi salarié. À l'encontre des idées reçues, les revenus non agricoles excèdent aussi généralement les envois de fonds des migrants (à quelques exceptions près, comme au Lesotho). Les autres sources de revenus agricoles étant peu nombreuses, les activités non agricoles constituent un élément essentiel des stratégies de diversification du revenu des ménages. Dans les PMA africains et, a fortiori, dans certains PMA asiatiques, elles peuvent en effet générer des revenus salariaux aussi importants que ceux provenant d'un travail indépendant.

La production de subsistance et les emplois salariés agricoles étant limités, les petites exploitations axées sur les besoins du marché, les activités non agricoles et l'exode rural constituent les principales voies de sortie de la pauvreté.

La distance qui sépare les zones rurales des zones urbaines jouant un rôle déterminant dans l'exercice d'une activité non agricole, c'est autour des villes que l'économie rurale non agricole tend à se développer. D'un côté, les possibilités d'emplois et les salaires non agricoles sont plus élevés dans les zones périurbaines, de l'autre les producteurs des zones rurales plus éloignées sont défavorisés sur les marchés urbains car ils sont contraints de soutenir la concurrence des producteurs établis à la périphérie d'une ville, lesquels sont avantagés sur le plan des délais de livraison et des coûts et bénéficient, en règle générale, d'un meilleur accès aux services et aux infrastructures.

La réalité fait donc apparaître une contradiction fondamentale entre le besoin et la possibilité d'exercer des activités non agricoles, au niveau tant de l'ensemble de l'économie que des ménages. En effet, ce sont les zones et les ménages les plus défavorisés qui ont le plus besoin de diversifier leur économie (en raison de leur accès restreint aux marchés agricoles, de leurs revenus plus faibles et des risques plus élevés qu'ils doivent assumer), mais ce sont aussi eux qui bénéficient du moins de possibilités et qui se heurtent aux obstacles les plus gros lorsqu'ils cherchent à mettre celles-ci à profit (en raison de leurs ressources financières et humaines limitées, de leurs infrastructures, de leur accès aux intrants et de leur capacité à assumer les risques). Pour transformer l'économie rurale et éliminer durablement la pauvreté, il faudra

résoudre cette contradiction et veiller à ce que ceux qui ont le plus besoin de diversifier leur activité économique soient en mesure d'y parvenir.

Les données relatives aux activités non agricoles dans les PMA (ainsi que dans les autres pays en développement) étant très peu nombreuses, le présent rapport donne de nouvelles estimations effectuées à partir des données brutes sur neuf PMA – cinq en Afrique et quatre en Asie. Ces estimations confirment les tendances générales présentées ci-dessus et attirent l'attention sur les écarts qui existent sur le plan de la diversification rurale et du développement de l'économie rurale non agricole entre les PMA. S'agissant de ces neuf pays, c'est au Bangladesh et au Népal que l'économie rurale non agricole a connu l'essor le plus considérable (47 et 49 % de l'emploi agricole, respectivement), et c'est en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie qu'elle a le moins progressé (11 et 12 %, respectivement). Ces nouvelles données vont toutefois à l'encontre de l'idée répandue d'une simple dichotomie Afrique-Asie, car elles indiquent que la contribution des activités rurales non agricoles dans l'emploi et les revenus ruraux est très similaire dans les cinq autres pays, quelle que soit la région (Malawi, Rwanda, Zambie, Myanmar et Yémen, où ces activités représentent entre 20 et 28 % de l'emploi rural).

Une évaluation plus précise de la situation prévalant au Bangladesh, au Malawi et au Népal met en lumière certaines différences dans la composition sectorielle des activités non agricoles, les plus grands sous-secteurs étant l'industrie manufacturière, les services et l'industrie du bâtiment, respectivement. L'industrie manufacturière et les services jouent cependant un rôle important dans les trois pays, chaque sous-secteur y représentant entre 22 et 42 % des revenus ruraux non agricoles. On observe également des différences notables entre ces pays pour ce qui est du rôle des femmes et des jeunes dans l'économie rurale. S'il est vrai que les personnes qui exercent des activités non agricoles sont invariablement plus instruites que les travailleurs agricoles, c'est pourtant dans le pays qui enregistre le plus faible taux d'activités non agricoles (Malawi) qu'on retrouve le meilleur niveau d'instruction. Ce constat donne à penser que l'éducation ne suffit pas, à elle seule, à stimuler la diversification de l'économie rurale.

La grande majorité des PMA, toutes catégories confondues, n'en sont encore qu'au premier stade de la transformation de leur économie rurale, les activités rurales non agricoles étant toujours principalement axées sur l'agriculture (bien que souvent réparties presque à parts égales entre le commerce, l'industrie manufacturière et les autres services) et essentiellement exercées dans le secteur informel. Cependant, les catégories de «pays à vocation agricole» et de «pays en mutation» utilisées comme indicateurs

dans le *Rapport sur le développement dans le monde 2008* de la Banque mondiale donnent à penser qu'un petit nombre de PMA africains et asiatiques – l'Angola, le Bangladesh, l'Ouganda et le Sénégal – ont engagé la deuxième phase de cette transformation. À ce stade, les liens entre les zones rurales et urbaines sont plus importants, et les activités non agricoles sont plus variées, incluant notamment le tourisme, l'exploitation minière et les services, ainsi que l'agro-industrie dans les zones agricoles commerciales. La production à petite échelle et à forte intensité de main-d'œuvre des zones rurales coexiste souvent avec des entreprises à relative intensité de capital qui produisent des produits similaires dans des villes moyennes.

Les agriculteurs qui vivent dans des zones à fort potentiel agricole et ont accès aux marchés sont relativement plus susceptibles d'améliorer leur situation en produisant davantage de produits à plus forte valeur destinés aux marchés nationaux ou régionaux et à des marchés d'exportation plus vastes. Les normes applicables aux produits et les obstacles non tarifaires peuvent considérablement freiner les exportations: la gestion de la qualité est de plus en plus importante, mais les capacités de mise en œuvre et de surveillance sont souvent limitées dans les PMA. Dans les PMA africains, en revanche, le faible niveau des échanges intrarégionaux laisse entrevoir d'importants débouchés pour les exportations régionales.

Les activités non agricoles peuvent favoriser la modernisation de l'agriculture en générant des ressources susceptibles d'y être investies ainsi qu'en fournissant des services en amont et en aval, en particulier dans les cultures à plus forte valeur. Les revenus ruraux non agricoles sont généralement la principale source d'investissement, surtout dans les PMA africains, et ils sont parfois utilisés en guise de garantie.

Les activités rurales non agricoles qui visent à produire des intrants agricoles peuvent influencer sur le choix des cultures et des technologies en améliorant l'accès à ces intrants et en les adaptant aux besoins des agriculteurs locaux. D'autres, telles que la transformation des produits agricoles, peuvent offrir des débouchés additionnels ou plus favorables et accroître la rentabilité, notamment dans le cadre d'arrangements agricoles contractuels et d'une intégration dans les chaînes de valeur. Les services de transport et les échanges commerciaux contribuent aux deux. Cependant, tout comme les activités rurales non agricoles peuvent notablement contribuer à moderniser l'agriculture, un développement insuffisant ou inadéquat du secteur non agricole peut freiner le développement agricole.

Alors que les gouvernements et les donateurs cherchent surtout à répondre aux besoins de l'offre pour développer l'économie rurale non agricole, ils négligent bien souvent ceux de la demande, pourtant tout aussi importants. La demande provient principalement des marchés urbains de proximité (dans le cas des zones périurbaines), des marchés ruraux locaux et des exportations (généralement à des fins de transformation des produits agricoles et, dans certaines régions, de tourisme). La demande intérieure joue un rôle déterminant, aussi bien pour redynamiser l'agriculture que pour développer l'économie rurale non agricole. Les moteurs de croissance tels que les marchés urbains, l'agriculture axée sur les besoins des marchés, ainsi que les entrepôts et les couloirs de transport peuvent donc donner une forte impulsion au secteur, tout comme l'introduction de projets fondés sur des ressources naturelles comme les activités minières et forestières (bien que celles-ci soient souvent exercées de manière isolée, pratiquement sans lien avec l'économie locale).

S'ajoutant à ces moteurs, qui ont une portée géographiquement limitée, les envois de fonds des travailleurs migrants peuvent aussi doper la croissance, même s'ils ne sont souvent destinés qu'à un petit nombre de ménages, limitant ainsi leur impact. Dans les économies locales relativement fermées, la demande locale peut contribuer à faire tourner l'économie rurale (quoiqu'un peu plus lentement), car la demande additionnelle de produits agricoles et d'activités rurales non agricoles susceptibles d'accroître les revenus entraîne des effets multiplicateurs variant, selon les estimations, entre 1,3 et 2 dans divers PMA.

La clef de la transformation structurelle de l'économie rurale consiste à permettre aux producteurs ruraux de suivre fidèlement l'évolution de la demande à mesure que l'économie se développe et que les revenus augmentent. Cela signifie qu'il faut cesser de mettre uniquement l'accent sur l'augmentation de la productivité agricole pour accorder une plus grande attention aux activités rurales non agricoles et accroître la production de produits agricoles à plus forte valeur.

L'augmentation des revenus se traduit par une hausse démesurée des dépenses consacrées aux produits non alimentaires et aux aliments à plus forte valeur ou transformés, ouvrant de nouvelles perspectives sur les plans de la modernisation de l'agriculture et du développement de l'industrie agroalimentaire. Des données récentes émanant de PMA d'Afrique australe, d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud montrent que les produits non alimentaires, les aliments non essentiels et les aliments transformés sont en forte demande et que la demande locale est susceptible d'augmenter à un point tel qu'elle

permettrait de dynamiser l'agriculture et de développer l'économie rurale non agricole.

La densité et la qualité des infrastructures jouent un rôle crucial – dans l'accès aux marchés des produits et des intrants, dans la réduction des coûts de production et de transaction et, partant, dans la réactivité de l'offre – et sont synonymes de hausse des investissements, agricoles ou non, et des revenus ruraux non agricoles, en particulier dans les zones où les conditions agroclimatiques sont plus favorables. Cette observation concerne aussi bien les infrastructures immatérielles (les marchés, les réseaux de communication, les services éducatifs, les services de santé, les systèmes financiers, les systèmes de paiement et les systèmes d'informations commerciales) que les infrastructures matérielles (l'approvisionnement en électricité et en eau, les installations de stockage et les routes). Les infrastructures sont extrêmement limitées dans la plupart des zones rurales des PMA, surtout au-delà des zones périurbaines.

L'électrification est aussi un élément fondamental de l'investissement dans les infrastructures rurales, car elle peut avoir un effet d'entraînement. Les technologies faisant appel aux énergies renouvelables permettent à présent de surmonter certains des principaux obstacles à l'électrification rurale. Un meilleur accès à l'éducation et une amélioration de la qualité de celle-ci peuvent également avoir une incidence notable sur le développement rural non agricole à plus long terme.

L'infrastructure des transports jouant également un rôle de premier plan, l'élimination de la pauvreté dans les zones rurales ne pourra se faire sans améliorer les liaisons de transport. Ce processus n'est cependant pas linéaire, et l'ouverture associée au renforcement de ces liaisons est une arme à double tranchant car, s'il est vrai qu'elle améliore l'accès des producteurs locaux aux intrants et aux marchés, elle les expose par ailleurs à une concurrence de produits en provenance des zones urbaines et de l'étranger qu'ils ne sont guère en mesure d'affronter. D'importants défis s'imposent dans le contexte de l'après-2015: donner aux producteurs ruraux les moyens de soutenir la concurrence sur un marché local de plus en plus ouvert; identifier de nouvelles activités rémunératrices et favoriser l'exercice de celles-ci; et tirer parti des économies d'échelle et renforcer les capacités commerciales requises pour entrer en concurrence sur d'autres marchés.

L'établissement d'infrastructures rurales peut aussi jouer un rôle secondaire très important dans le développement rural, grâce aux emplois résultant de l'utilisation de méthodes de construction et d'entretien à forte intensité de main-d'œuvre ainsi qu'aux débouchés que l'approvisionnement local offre

pour l'économie rurale non agricole. Ceci pourrait non seulement réduire les coûts, mais aussi contribuer notablement (bien que temporairement) à réduire le déficit de la demande qui freine le développement de cette économie.

Le rôle capital de la proximité urbaine dans le développement des zones rurales, et dans leur ouverture à d'autres marchés plus vastes grâce à l'amélioration des infrastructures de transport, souligne l'importance d'adopter des approches différentes selon qu'il s'agit de zones périurbaines, de zones intermédiaires ou de zones éloignées et isolées, en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs. Ainsi, l'avantage comparatif des zones périurbaines réside essentiellement dans le fait qu'elles approvisionnent les marchés urbains, notamment en produits alimentaires à plus forte valeur ou transformés, tout en offrant, par exemple, des activités de loisirs et des services de transport.

La production des zones intermédiaires est quant à elle plus souvent destinée à l'exportation, ouvrant des possibilités d'améliorer et de transformer les produits ainsi que d'accroître la valeur des exportations grâce à la différenciation des produits (le label biologique, par exemple). La diversification de la production agricole, en faveur de cultures à plus forte valeur, et la transformation des produits, en vue d'en accroître l'échangeabilité, peuvent également offrir des débouchés intéressants, tout comme la production et la culture des biocombustibles. Parmi les autres options figurent notamment la commercialisation des produits artisanaux et des matériaux de construction (en particulier dans le contexte de l'après-2015) et, lorsque les conditions locales s'y prêtent, l'exploitation minière, le tourisme, la sylviculture et la pêche.

Les régions éloignées et isolées étant pour leur part généralement orientées vers la production de subsistance, leur transformation structurelle repose principalement sur l'accroissement de la production des denrées de base. Comme elles n'ont que des liens limités avec les marchés plus larges, leur développement est essentiellement tributaire de la demande locale, ce qui laisse penser qu'il faudrait progressivement augmenter la production d'aliments à plus forte valeur et élargir les activités d'élevage et de transformation artisanale des produits agricoles. S'il est vrai que la demande de «biens-Z» (produits non alimentaires, d'une qualité relativement ou généralement faible, produits à petite échelle à partir de méthodes traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre) est également susceptible d'augmenter au fil du temps, la viabilité à long terme de cette production demeure limitée. Compte tenu des coûts de transport élevés et du fait que les investissements d'infrastructure effectués après 2015 devraient doper la demande locale, un marché pourrait être développé pour les matériaux de construction locaux.

Le sexisme en tant qu'obstacle à la transformation de l'économie rurale

Dans les PMA, les femmes constituent la moitié de la main-d'œuvre agricole, et cette proportion a progressivement augmenté au fil du temps dans les trois groupes géographiques. Les femmes vivant en milieu rural dans ces pays continuent toutefois de se heurter à de multiples obstacles qui les empêchent de libérer tout leur potentiel productif. Cumulant activités productives et tâches domestiques, les femmes disposent de moins de temps que les hommes, ce qui limite également leur mobilité et le temps qu'elles peuvent consacrer à accroître leurs compétences. À cela s'ajoute le fait qu'elles assument une part démesurée des travaux agricoles non rémunérés: alors que les cultures vivrières sont traditionnellement considérées comme l'apanage des femmes et les cultures commerciales, celui des hommes, la distinction réside principalement dans le contrôle du produit de ces activités, car on retrouve en général autant de femmes que d'hommes dans ces dernières. Il existe cependant certaines disparités entre les sexes pour ce qui est de la répartition des tâches dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage: les hommes occupent souvent une place prépondérante dans l'élevage de gros bétail, et les femmes ont tendance à élever des volailles, du petit bétail et des animaux laitiers.

On observe aussi d'importantes disparités dans les activités non agricoles, où il est fréquent de rencontrer les femmes dans le petit commerce et le commerce de détail, et les hommes dans les services de transport et l'industrie du bâtiment. La transformation artisanale des produits agricoles est traditionnellement une activité féminine, tout comme la transformation agro-industrielle des produits à forte valeur. Toutefois, même lorsqu'elles sont salariées, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être cantonnées dans des emplois à temps partiel, saisonniers et/ou faiblement rémunérés. S'il est vrai que les nouvelles formes d'organisation peuvent ouvrir de nouvelles possibilités aux femmes vivant en milieu rural, elles les placent également devant de nouvelles difficultés.

Les femmes éprouvent des difficultés à accéder aux ressources productives. S'agissant de l'accès à la terre, elles se retrouvent systématiquement en situation d'inégalité dans l'ensemble des PMA. Cette situation résulte toutefois essentiellement des pratiques socioculturelles consacrées par les règles et pratiques coutumières plutôt que du droit civil, ce qui fait qu'il est très difficile

de transformer des textes législatifs en droits de facto. Les femmes vivant en zone rurale, en particulier celles qui sont chefs de famille, sont aussi presque toujours moins alphabétisées et beaucoup moins instruites que les hommes.

Ces handicaps contribuent à limiter l'accès des femmes au crédit, le cas échéant, car elles sont moins susceptibles de posséder des terres pouvant être mises en garantie et qu'elles sont moins à même d'accomplir les formalités requises à cet égard. C'est en partie pour cette raison qu'elles sont moins nombreuses à utiliser des intrants tels que les engrais et les semences améliorées. En outre, elles ne tirent pas pleinement parti des avantages offerts par les programmes de subvention à l'achat d'intrants parce que ceux-ci ne sont pas conçus de manière à prendre en compte la problématique hommes-femmes. Lorsque les femmes utilisent effectivement des intrants achetés, leurs gains de productivité peuvent aussi être plus limités, ce qui témoigne peut-être des préjugés sexistes qui subsistent dans les services de vulgarisation agricole. Les ménages dirigés par des femmes sont aussi souvent désavantagés lorsque leur famille ne compte pas suffisamment de travailleurs masculins et que des tabous culturels les empêchent de faire appel à des travailleurs n'appartenant pas à leur famille.

Ces facteurs expliquent en partie les disparités significatives observées sur le plan des rendements, de la superficie récoltée et des pertes à la récolte entre les parcelles gérées par des hommes et celles gérées par des femmes. Ces obstacles sexospécifiques s'ajoutent aux autres imperfections du marché propres aux zones rurales et interagissent sur celles-ci de telle sorte qu'ils réduisent la productivité et le potentiel entrepreneurial des femmes et, partant, le potentiel commercial des économies rurales, et ralentissent leur transformation. Faute de lever ces obstacles, l'offre restera léthargique malgré les mesures d'incitation visant à augmenter la production et à commercialiser les excédents, puisque la moitié de la main-d'œuvre ne sera toujours pas en mesure de s'adapter à la demande. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que si les femmes avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, les rendements de leurs exploitations agricoles pourraient globalement augmenter de 20 à 30 % et la production agricole totale, de 2,5 à 4 %.

Cela dit, il existe une distinction importante entre, d'une part, les inégalités sexospécifiques – qui résultent directement des normes sociales – et, d'autre part, ce qu'on pourrait appeler des inégalités de corrélation – qui résultent indirectement de l'interaction entre les handicaps observés et ceux découlant de la pauvreté. Le cumul des tâches domestiques et des activités productives, les pratiques discriminatoires en matière de propriété foncière et

de succession, les écarts concernant l'accès à l'éducation et les biais sexistes du marché du travail, par exemple, résultent directement de structures et de normes sociales différenciées selon le sexe. Pour gommer ces handicaps et corriger ou contrebalancer les préjugés structurels sexistes, il faut prendre des mesures directes intéressant particulièrement les femmes.

Ces handicaps – faibles revenus, épargne et actif limités, manque d'accès aux intrants, aux marchés ou au crédit, etc. – touchent tout de même beaucoup d'hommes et nuisent tout autant à leur productivité. Ces obstacles indirects sont plus facilement surmontés lorsqu'est adoptée une approche plus ouverte de la problématique hommes-femmes, ciblant à la fois les femmes et les hommes qui s'y heurtent. En accordant aux femmes un appui qu'on refuserait arbitrairement aux hommes rencontrant les mêmes difficultés, en particulier dans un contexte traditionnellement très patriarcal, on risquerait d'engendrer un certain sentiment d'exclusion et de nuire aux efforts déployés à plus long terme pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes.

Les politiques nationales au service de la transformation de l'économie rurale

Théoriquement, l'élimination de la pauvreté requiert en définitive: 1) un travail décent pour tous; 2) un salaire minimum suffisamment élevé pour permettre aux ménages d'avoir au moins un revenu supérieur au seuil de pauvreté; et 3) des filets de protection sociale. Ces éléments devraient toutefois être considérés comme des objectifs et non comme des orientations. Afin que l'éradication de la pauvreté devienne réalité et soit économiquement viable, il faut favoriser une transformation structurelle axée sur la lutte contre la pauvreté (POST) pour faire en sorte que le niveau de productivité soit suffisant pour soutenir les salaires au niveau requis et que les revenus ne soient que rarement et temporairement inférieurs au seuil de pauvreté. La transformation structurelle de l'économie rurale, qui consiste notamment à moderniser l'agriculture et à élargir l'activité économique aux activités non agricoles, joue un rôle essentiel dans ce processus.

Les besoins du secteur agricole varient considérablement d'une zone à l'autre, mais la transformation vise principalement à atteindre les objectifs suivants:

- Ramener les exploitations agricoles à leur taille idéale. Au lieu de chercher à favoriser une agriculture à petite ou à grande échelle, les politiques devraient être élaborées en fonction de la taille optimale des parcelles de chaque zone, compte tenu des conditions agroécologiques ou autres, des cultures possibles et des considérations d'ordre économique, social et environnemental.
- Accroître l'utilisation d'intrants adaptés aux conditions locales afin d'améliorer la productivité et les rendements agricoles, maintenir l'intensité de main-d'œuvre au même niveau et mieux préserver l'environnement. Cet objectif peut être atteint grâce à des services de vulgarisation et à des mesures visant à stimuler l'offre locale de ces intrants.
- Encourager en particulier les femmes et les autres producteurs défavorisés à adopter rapidement les innovations et les nouvelles technologies, au moyen notamment de subventions à l'achat d'intrants destinés à différents systèmes agroécologiques et agricoles et de mesures visant à résoudre les problèmes d'échelle liés à la fourniture des intrants.
- Accroître l'appui aux activités de R-D et de vulgarisation. Cet objectif devrait aussi inclure les mesures nécessaires pour que ces activités répondent aux besoins des petits exploitants agricoles et des agricultrices et soient adaptées aux conditions locales, telles que l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les services de vulgarisation, la mise en place d'un processus de communication entre les producteurs et les divers organismes de R-D passant par ces services, ainsi que l'identification des agents de développement agricole locaux et l'appui devant leur être accordé.
- Favoriser la différenciation des marchés, au moyen de systèmes de certification de l'agriculture biologique, du commerce équitable et de l'agriculture durable, pour accroître la valeur des exportations agricoles. Le renforcement des capacités des producteurs et la simplification du processus de certification par les pouvoirs publics peuvent contribuer à empêcher que ces systèmes ne deviennent de réels obstacles non tarifaires.

La modernisation de l'agriculture peut atténuer les pressions induites par les facteurs contraignants afin de diversifier les revenus pour des raisons de simple survie. Combinée à l'appui accordé aux agriculteurs devenant entrepreneurs par choix (et aux nouveaux débouchés offerts par l'électrification des zones rurales), cette approche peut favoriser l'instauration d'un secteur

non agricole plus dynamique. S'il est vrai que des microentreprises devront sans doute être établies dans les zones éloignées et isolées, cette expansion commerciale peut générer davantage d'emplois dans les zones périurbaines. Les activités non agricoles jouent un rôle particulièrement important dans la création d'emplois productifs durant les saisons marquées par une faible demande de main-d'œuvre agricole.

L'une des premières priorités consiste à augmenter la production des denrées de base, en particulier dans les régions éloignées et isolées, pour que les petits exploitants puissent être assurés de la disponibilité future des aliments avant d'investir dans d'autres activités. Les stocks alimentaires locaux peuvent également être utiles à cet égard. L'agroalimentaire permet d'établir de fortes synergies entre l'agriculture et les activités non agricoles car la modernisation et la diversification de l'agriculture ouvrent de nouvelles possibilités, tandis que la transformation des produits permet d'augmenter leur durée de vie et leur échangeabilité. Cette activité est particulièrement propice à la création d'emplois et de débouchés commerciaux pour les femmes. Combinés à des incitations adéquates, les produits agricoles d'exportation peuvent faire augmenter les revenus agricoles et stimuler les activités de transformation grâce à l'intégration dans des chaînes de valeur mondiales et régionales.

Des mesures spécifiques visant à combattre les inégalités entre les sexes doivent être prises pour s'attaquer aux causes des obstacles auxquels les femmes vivant en milieu rural sont confrontées, en particulier pour ce qui est des droits fonciers, des droits de succession et du manque de temps. La sensibilisation aux comportements sexistes joue un rôle essentiel dans le règlement des problèmes relatifs aux droits fonciers, afin d'éviter une plus grande marginalisation des femmes. S'agissant de l'accès au financement, les inégalités entre les sexes peuvent, en règle générale, être corrigées de façon satisfaisante par la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les programmes et politiques de base, bien que des interventions propres à l'un ou l'autre sexe puissent s'avérer nécessaires dans certains contextes.

Les possibilités de créer un cercle vertueux de modernisation de l'agriculture et de diversification rurale ne s'étant pas concrétisées, des mécanismes agissant sur l'offre et la demande doivent être mis en place pour lancer le processus de transformation de l'économie rurale. D'un côté, étant donné la nécessité de fortement augmenter les investissements d'infrastructure, le recours à des méthodes de construction et d'entretien à forte intensité de main-d'œuvre et l'approvisionnement local en matériaux et autres intrants

peuvent doper la demande. De l'autre, l'électrification des zones rurales peut avoir une incidence similaire sur l'offre, mais cet exercice doit être appuyé par des politiques et des mesures appropriées dans les domaines du financement, de l'accès aux technologies et de l'appui aux entreprises.

Il est primordial d'échelonner les investissements d'infrastructure et les mesures prises à cet égard. Le présent rapport propose que la transformation de l'économie rurale se déroule en trois étapes. Dans un premier temps, l'accent serait essentiellement mis sur les investissements et les mesures favorisant la réactivité de l'offre (promotion des entreprises, formation, financement et accès aux intrants), pour poser les jalons de la deuxième étape, durant laquelle l'emphase serait placée sur les investissements d'infrastructure susceptibles de stimuler la demande, l'établissement de liaisons locales entre les zones rurales et l'accroissement de la capacité d'offre. Les effets conjugués de ces deux premières phases devraient permettre aux producteurs locaux de tirer parti des économies d'échelle et de soutenir la concurrence des producteurs urbains dès la troisième étape, lorsque les liaisons entre zones rurales et zones urbaines seraient améliorées.

La demande générée par la modernisation de l'agriculture et la hausse des revenus ruraux est un moteur essentiel de la transformation des zones rurales, mais elle doit être alimentée par une offre qui évolue en conséquence. Des politiques et des mesures appropriées devraient donc être adoptées dans les domaines du financement, des ressources humaines et de l'appui aux entreprises.

Le microfinancement disponible aux fins de la transformation de l'économie rurale et de l'élimination de la pauvreté étant limité, il faut faire preuve de sélectivité (privilégier ceux qui sont devenus entrepreneurs par choix ainsi que les petites et moyennes entreprises, mais éviter d'investir dans des domaines n'offrant aucun débouché commercial), modifier les systèmes en place et imaginer de nouvelles solutions. L'octroi d'un microcrédit assorti d'une bonification d'intérêt (plafonnement des taux d'intérêt) pourrait constituer une solution intéressante, tandis que des microsubventions en nature pourraient être octroyées chaque année (avant de disparaître progressivement sur une longue période) pour les facteurs de production afin d'assurer l'accès au financement, aux technologies de production et aux intrants connexes dans les zones éloignées et isolées.

S'il est vrai qu'une meilleure scolarisation des enfants offre de grands avantages à long terme, l'éducation des adultes joue un rôle crucial dans la transformation de l'économie rurale à plus court terme. Les préjugés sexistes

étant omniprésents dans l'éducation, il est particulièrement important que les femmes aient accès aux programmes d'enseignement pour adultes, en particulier ceux qui concernent l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que l'acquisition de compétences professionnelles et commerciales et de notions financières. Les notions financières et les compétences commerciales sont essentielles lorsqu'un investissement productif est financé à crédit dans une zone essentiellement tributaire d'une agriculture de subsistance, mais l'apprentissage des savoirs de base demeure dans de nombreux cas une condition sine qua non. Le niveau des compétences commerciales devra augmenter à mesure que le processus de transformation progressera.

La formation professionnelle devrait être adaptée aux secteurs prioritaires de chaque zone, et celle des travailleurs de l'industrie du bâtiment (ainsi que des électriciens et des mécaniciens) devrait être une priorité dès la phase initiale du processus de transformation. En permettant d'embaucher des travailleurs locaux dans des postes qualifiés et de leur offrir une formation sur l'application des compétences acquises dans des activités à plus long terme, les investissements d'infrastructure peuvent avoir des répercussions additionnelles sur les ressources humaines. Les avantages de la formation professionnelle peuvent être multipliés si l'on incite ou oblige les bénéficiaires à prendre des apprentis. Les migrants peuvent aussi favoriser le transfert de compétences entre zones urbaines et zones rurales.

Le délai d'exécution des investissements effectués dans l'agriculture, dans de nouvelles activités non agricoles et dans des zones où l'accès aux intrants est limité étant relativement long, il est essentiel de disposer d'informations pertinentes sur l'évolution prévue de la demande pour adapter l'offre en conséquence. Ce point est particulièrement important car, en raison de l'aversion au risque intrinsèquement lié à la pauvreté, les investisseurs doivent éprouver un niveau de confiance suffisamment élevé pour redéployer efforts et ressources vers de nouvelles activités. En principe, les enquêtes sur les dépenses des ménages peuvent servir de point de départ pour estimer la progression de la demande locale à mesure que les revenus augmentent. La communication de telles informations (et d'informations sur toute autre évolution éventuelle des marchés, suite par exemple à l'amélioration des infrastructures de transport), qui constituent des biens publics, pourrait sensiblement accroître la réactivité de l'offre et la viabilité des entreprises.

Dans les régions où ils existent, les réseaux de téléphonie mobile constituent un excellent moyen de transmettre des informations ciblées; cependant, dans les cas où la zone desservie par un réseau, l'accès à celui-ci, le niveau

d'alphabétisation des clients et l'abordabilité des services sont limités, des technologies moins récentes, telles que la radio, ont encore un rôle important à jouer en tant que moyen de communication plus large.

Transformer l'économie rurale nécessite une bonne coordination des politiques; les responsabilités à cet égard sont toutefois généralement réparties entre de nombreux ministères et organismes. Un mécanisme interministériel de coordination efficace, présidé par le chef du gouvernement ou par une personne occupant un poste au plus haut niveau, pourrait grandement contribuer à la réalisation de cet objectif.

La décentralisation est également d'une importance cruciale, mais elle est bien souvent limitée par les ressources financières et humaines disponibles. Les zones éloignées des marchés sont également loin des institutions publiques, ce qui limite l'efficacité des politiques et la possibilité de mener une action efficace au niveau local. Dans ce contexte, les coopératives, les associations de producteurs et les réseaux de femmes peuvent jouer un rôle décisif – notamment pour ce qui est de l'accès au financement, aux intrants, au matériel, aux nouvelles technologies, à la formation, aux informations, aux marchés, etc. –, améliorer la position de force des petits producteurs et multiplier les économies d'échelle. Ils pourraient également constituer une base de sympathisants favorables au développement rural. Les efforts déployés pour simplifier les procédures régissant l'établissement d'organisations et de réseaux de ce genre, faciliter leur développement et les faire intervenir dans l'application des mesures retenues (avec un appui approprié) peuvent donc considérablement favoriser la transformation des zones rurales.

La dimension internationale

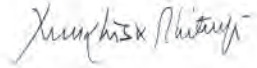
Transformer l'économie rurale à une échelle qui permettrait d'éliminer la pauvreté dans les PMA d'ici à 2030 est une entreprise extrêmement ambitieuse qui suppose l'adoption de certains changements au niveau international. Compte tenu des contraintes financières majeures auxquelles sont confrontés la plupart des PMA, cette entreprise nécessitera en particulier une hausse considérable de l'aide publique au développement (APD). Toutefois, en adoptant les ODD, la communauté internationale s'est effectivement engagée à fournir les moyens nécessaires à leur réalisation, suivant en cela un principe philosophique établi de longue date: «Qui veut la fin, veut aussi les moyens d'y arriver».

Dans le cadre des ODD, il serait fort souhaitable de faire passer l'objectif initial de l'APD de 0,15 ou 0,20 % du revenu national brut des donateurs à 0,35 %, ce qui représenterait la moitié de l'objectif de l'APD globale de 0,7 % que les donateurs se sont engagés à atteindre au titre de l'objectif 17 («Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat»). Ce chiffre correspondrait à la part des PMA dans les déficits de développement humain visés par les ODD et au taux d'amélioration de l'accès aux infrastructures rurales qui est requis pour leur réalisation. Si l'engagement de 0,7 % est respecté, l'APD en faveur des PMA passerait ainsi de 30 milliards de dollars en 2013 à environ 250 milliards de dollars d'ici à 2030, pendant que celle destinée aux autres pays en développement augmenterait de manière significative. Il importe également d'atteindre l'objectif de développement durable en honorant les engagements existants concernant la qualité de l'aide, surtout pour ce qui est de l'appropriation par les pays bénéficiaires et de leur marge d'action. À cette fin, il faut faire en sorte que les conditions attachées à l'APD accordent la souplesse nécessaire aux pays bénéficiaires pour qu'ils puissent poursuivre des stratégies appropriées au niveau national en matière d'acquisition de connaissances et d'expériences. Il est tout aussi important que l'APD supplémentaire soit accordée de manière prioritaire aux secteurs productifs, surtout dans les zones rurales. L'objectif ultime de l'APD devrait être d'appuyer le renforcement des capacités productives dans les PMA et de leur capacité à mobiliser des ressources internes, de façon à réduire progressivement leurs besoins en matière d'APD.

Dans la mesure où les avantages que les PMA peuvent tirer de nouvelles réductions multilatérales des droits de douane sont partiellement compensés par l'érosion des préférences qui en résulte, le respect des engagements en matière d'accès aux marchés en franchise et hors contingent ainsi que l'amélioration des modalités des accords préférentiels (en particulier s'agissant des règles d'origine) sont des considérations primordiales. Le régionalisme développementaliste pourrait également permettre de renforcer les bases industrielles régionales, en particulier dans les PMA africains, où le commerce intrarégional des produits agricoles, plutôt limité, montre que de nombreuses possibilités demeurent inexploitées.

Au-delà du système commercial lui-même, le fait d'attacher la notion de «développement durable» aux ODD sur la base des initiatives existantes en matière de commerce équitable et de label de durabilité pourrait présenter des avantages appréciables du point de vue de la commercialisation et de la différenciation des produits. Une approche novatrice de l'investissement international pourrait aussi permettre de financer la transformation et les

infrastructures des zones rurales, au moyen notamment de la mise en place d'instruments et de mécanismes éthiques pour les investissements directs de la diaspora. Des liens pourraient être établis entre ces deux mécanismes pour tirer parti de leurs synergies.



Le Secrétaire général de la CNUCED
Mukhisa Kituyi

